

ORAN / GE PRESSEE

ENTRETIEN AVEC DELPHINE BACHMANN



© Niels Ackermann

2
Edito

3
Votations:
Logements au PAV

4-8
Avenir du Centre

10-11
Entretien avec Delphine
Bachmann

Edito



Faire face aux périls

Un pays peut tenter de s'arracher de son histoire, rarement de sa géographie. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Suisse en offre l'illustration parfaite. Rattrapée par son positionnement au cœur de l'Europe, littéralement tétanisée face aux événements, elle semble incapable de prendre la mesure de la gravité des temps pour l'Europe, et donc pour elle-même.

Hésitations permanentes, pusillanimité dans les décisions prises, en matière de neutralité, le Conseil fédéral s'accroche à une histoire dont il ne comprend même plus le récit. Dans ce contexte, il est temps pour notre pays de renouer avec une politique étrangère ambitieuse, en replaçant ses intérêts au cœur du continent.

Pour notre famille politique il y a là aussi un enjeu fondamental. Face aux périls de la guerre, notre parti a fait preuve d'un rare courage pour rappeler la solidarité qui nous lie à nos partenaires européens en matière de paix et de sécurité. Il doit maintenant persévérer en affirmant pleinement et courageusement le destin européen de notre pays.

Le destin européen de la Suisse, mais aussi le présent et l'avenir de notre famille politique ont été au cœur de mon engagement en tant que rédacteur du présent journal. Le moment est venu pour moi de tourner une page. Ensemble, grâce à vos contributions, nous n'avons jamais cessé de réfléchir à notre avenir collectif, au service de nos valeurs profondes dont la gravité des temps nous rappelle la force et l'actualité.

Un grand merci pour votre lecture fidèle, attentive et critique.

Benoît Cerutti

l'équipe de l'OranGE Pressée

Rédacteur en chef
Benoît Cerutti

Editeur Responsable
Vincent Gillet
Secrétaire général du Centre Genève

Graphisme
Arthur Miffon
arthurmiffon.ch

IMPRESSUM

10 éditions p/an - OranGE Pressée // Prix Abo. 40.- ou 60.- avec soutien
Éditeur et rédacteur: Le Centre • Rue Alcide-Jentzer 9, 1205 Genève
T. 022 328 20 11 • info@pdc-ge.ch • <https://ge.le-centre.ch> • facebook.com/Lecentregeneve
Molésou Impressions, imprimé en 1400 exemplaires sur papier recyclé avec des encres biovégétales

Pour les familles genevoises, oui à une diversité de logements au PAV

Le projet Praille Acacias Vernet (PAV) est le défi urbanistique majeur de la prochaine décennie. Il transformera Genève de manière durable avec le développement de nouveaux quartiers connectés à l'ensemble de l'agglomération genevoise.

La loi sur laquelle nous sommes appelés à nous prononcer le 3 mars 2024 « Pour de la PPE dans le PAV » propose d'introduire 24% de logements abordables en propriétés par étage dans le nouveau quartier, contre à peine 4% prévu dans le projet initial pour les PPE en droit de superficie.

Cette modification s'inscrit dans le cadre du défi collectif de réaliser rapidement

les 12'400 nouveaux logements prévus au PAV pour lutter efficacement contre la pénurie qui sévit dans toutes les catégories de logements à Genève.

Il est important de rappeler que les PPE réalisées en zone de développement comportent deux particularités : leurs prix d'achat sont fixés et contrôlés par l'Etat pendant 10 ans, le ou les acquéreurs ont l'obligation d'occuper eux-mêmes ces logements également pendant 10 ans. Les PPE en zone de développement correspondent donc à un réel besoin pour l'accession à la propriété de la classe moyenne et des familles. Preuve en est : ce type de ventes se réalise en un temps record tant la demande est forte.

Il serait inconcevable que le plus grand projet urbanistique de la décennie ne réponde pas aussi aux besoins légitimes d'accession à la propriété des familles de la classe moyenne genevoise.

Le 3 mars prochain, pour les familles genevoises, votons oui à une diversité de logements au PAV.

Sébastien Desfayes, député

**Pour garantir
la mixité sociale**

OUI

aux lois PAV

Votations du 3 mars

 **Jeunes du Centre**
Canton de Genève

**Le Centre
Genève** 

**Pour l'accès au
logement de la
classe moyenne**

OUI

aux lois PAV

Votations du 3 mars

Liberté. Solidarité.
Responsabilité.

**Le Centre
Genève** 

De la démocratie à l'émergence d'un

« Toute cette histoire est aujourd'hui passée à la moulinette ! » s'exclame Jean-Louis Bourlanges dans son bureau de président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, où il nous reçoit longuement en cet après-midi d'été. Enfant de la paix, né en 1946, son histoire se confond avec celle de sa génération. Gaulliste dans sa jeunesse, pilier intellectuel de l'Union pour la démocratie française (UDF), élu en 1989 au Parlement européen sur la liste de Simone Veil, dont il a été très proche, aujourd'hui député MoDem : s'il y a bien un homme pour comprendre ce qui arrive à la famille démocrate-chrétienne en Europe, c'est bien lui ! Le centre et l'Europe, il y a consacré sa vie.

Force fondatrice du Vieux Continent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la démocratie chrétienne ne dirige plus qu'un seul gouvernement – le Luxembourg ! – parmi les pays fondateurs de l'Union européenne et, avec le départ d'Angela Merkel en 2021, n'a plus aucune personnalité de premier plan, à l'exception de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen¹.

Comment donc un mouvement qui a construit son hégémonie politique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en façonnant et en portant notamment la réunification de l'Europe, a-t-il été littéralement sorti du champ politique européen en à peine deux décennies ?

Léon XIII et la question démocratique

Pour dénouer les fils de cette longue histoire, il faut remonter à la fin du XIX^{ème} siècle et au pontificat de Léon XIII (1878-1903). Malgré une empreinte encore très forte dans les milieux catholiques modernistes, ce pape doit être néanmoins réinscrit dans une histoire plus complexe et sans doute plus nuancée que ne laisse penser sa postérité.

Pour le politologue Philippe Portier, contrairement à une idée reçue, Léon XIII « a clairement placé l'Église dans une stratégie d'affrontement avec la modernité : pour lui, il n'est rien qui doive faire obstacle à l'englobement de la société civile par la société religieuse² ». Il établit très clairement une hiérarchie absolue d'un privilège de véridiction et

« Force fondatrice du Vieux Continent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la démocratie chrétienne ne dirige plus qu'un seul gouvernement – le Luxembourg ! – parmi les pays fondateurs de l'Union européenne. »

refuse d'agencer la société selon le modèle pluraliste défendu par le libéralisme³ : les gouvernements doivent, selon lui, continuer de défendre la famille indissoluble et féconde, de promouvoir dans les écoles, mêmes publiques, la morale religieuse ainsi que d'ordonner la liberté d'expression aux exigences du bien moral.

« Léon XIII n'est absolument pas libéral d'un point de vue démocratique, complète Jean-Louis Bourlanges, et s'il cherche le ralliement à la République c'est uniquement car l'Église est en réalité toujours du côté du pouvoir en place ».

Très fin politique, il va néanmoins tirer parti de la modernité politique et s'atteler à construire un dispositif de (re)

conquête par « le bas », en favorisant « un catholicisme de mouvement » qui appelle les catholiques à sortir de leurs paroisses pour investir la société par la constitution d'associations de jeunesse, de formations syndicales et de partis politiques, ceci afin de mener la bataille culturelle directement au cœur des institutions et d'endiguer l'influence croissante du socialisme et du marxisme auprès notamment de la classe ouvrière et des organisations syndicales. C'est sur ce terreau que vont naître les principaux mouvements démocrates-chrétiens européens, alors que l'Église commence à emprunter un long chemin d'accommodement à la question démocratique face à la montée de « l'Empire païen » - selon les termes de Jacques Maritain - sous la forme des totalitarismes que sont le fascisme et le bolchevisme.

En Italie, alors qu'elle y a été plutôt défavorable - voire franchement hostile - au début du siècle, l'Église appuie finalement la création de la Démocratie chrétienne (ci-après : DC), qui n'émane d'ailleurs pas de la hiérarchie ecclésiastique mais plutôt de l'Action catholique, de catholiques antifascistes et de proches de don Sturzo, prêtre catholique et fondateur du Parti populaire, premier parti démocrate-chrétien italien, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Avec la DC, l'Église trouve ainsi un allié politique « œcuménique » stable qui présente les deux caractéristiques suivantes : non seulement, le parti rassemble des tendances politiques très variables, allant du centre-gauche à la droite, mais surtout il n'a rien d'un parti confessionnel ; de plus, son succès s'explique avant tout par la communauté d'intérêts qui lie alors l'Église et la bourgeoisie libérale italienne⁴.

¹ Il faut lire l'excellent portrait d'Ursula von der Leyen par Ben Judah dans la revue Le Grand Continent : *L'ascension de Mme Europe*, 2020.

² *Dictionnaire critique de l'Église*, PUF, 2023, p. 866-867.

³ *Ibid.*

⁴ Guido Formigoni, Paolo Pombeni, Giorgio Vecchio, *Storia della Democrazia Cristiana, 1943-1994*, Il Mulino, 2023.

chrétienne centre en suspens ?



Pendant presque 40 ans, la DC devient une véritable machine de guerre électorale, qui s'appuie sur l'immense réseau communautaire catholique, lequel est d'ailleurs autant - sinon davantage - constitué d'organisations laïques que de réseaux paroissiaux encadrés par le clergé.

On souligne souvent, à raison, les effectifs énormes du Parti

communiste italien dans les années 1950 (entre 1,5 et 2 millions de membres), mais rappelons que l'Action catholique et les différentes associations qui lui étaient rattachées regroupaient alors quant à elles entre 2,5 millions et 3 millions de membres, dont une majorité de jeunes : des chiffres extrêmement impressionnants pour l'époque.

En France, l'histoire empruntera des chemins différents.

Submergé par sa frange intransigeantiste attachée à combattre la République tout au long du XIX^{ème} siècle, le catholicisme français n'en est pas encore à penser un mouvement politique d'inspiration démocrate-chrétienne. À l'exception de son ancêtre, le Parti démocrate

populaire au début du siècle, aucune structure partisane solide d'inspiration chrétienne n'émerge ainsi avant 1944, année de création du Mouvement républicain populaire (ci-après : MRP), le grand parti démocrate-chrétien de la

«La DC devient une véritable machine de guerre électorale, qui s'appuie sur l'immense réseau communautaire catholique.»

IV^{ème} République. «Jusqu'au début des années 1930, le catholicisme français est trop cantonné à la droite de la droite pour être assumé par les démocrates-chrétiens » analyse Jean-Louis Bourlanges. Il faut attendre la condamnation de l'Action française en 1926 par le pape Pie XI pour assister à un « renversement du rapport de force entre les tendances réactionnaires et modernes du catholicisme français⁵ » ceci jusqu'à la complète « dé-droitisation » d'une frange majoritaire de catholiques, étudiée en 1950 par l'historien démocrate-chrétien, René Rémond.

Les Pères de l'Europe

La IV^{ème} République voit la victoire des idées du MRP. Loin des envolées revêches et grandiloquentes d'un gaullisme nostalgique de ses heures de gloire, le MRP construit une réflexion

lucide concernant la situation de la France en Europe et dans le monde. A cet effet, un homme, dont le caractère est profondément rétif à toute politique spectacle, y joue un rôle-clé : il s'agit de Robert Schuman, qui, toute sa vie, a cherché la discrétion et l'efficacité et dont les qualités lui serviront à bâtir le projet qui relèvera le continent de ses cendres.

Alors ministre des Affaires étrangères, c'est Robert Schumann qui en 1950, sur les recommandations du commissaire au Plan Jean Monnet, étudie, reclus chez lui pendant trois jours, la possibilité de placer la production de charbon et d'acier de la France et l'Allemagne sous « l'autorité d'une haute administration commune, ouverte à la participation commune d'autres pays d'Europe ». Lui, le partisan acharné de l'unité européenne depuis toujours, en est maintenant convaincu : le moment est venu ! Il fait part de son plan aux chefs de gouvernement allemand et italien, respectivement Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi. Le premier, patricien rhénan au tempérament froid et austère, se laisse rapidement convaincre et décide d'assumer personnellement le projet malgré les réticences de son propre gouvernement. Le second,

⁵ Florian Michel, Yann Raison du Cleuziou, *A la droite du père, les catholiques et les droites de 1945 à nos jours*, Seuil, 2022.

De la démocratie à l'émergence d'un

figure éminemment respectée dans la péninsule italienne pour avoir depuis 1945 patiemment reconstruit un pays moralement déchiré et politiquement vicié par l'expérience du fascisme, tout en renouant avec la confiance de ses partenaires internationaux, n'a pas besoin de se laisser convaincre plus longtemps, la construction de l'Europe, c'est « la mission de sa vie ».

En posant les bases d'un projet non seulement de paix mais également de croissance et de prospérité, les Pères de l'Europe veulent avant tout consolider les institutions démocratiques des pays européens. « Les systèmes occidentaux, et surtout européens, ont fondé après la Seconde Guerre mondiale, une classe moyenne à qui l'on a non seulement promis, mais réussi, à donner une forme d'abondance reposant sur la croissance et le progrès, ce qui a permis de cimenter le système institutionnel démocratique et politique » rappelle Gilles Gressani, rédacteur en Chef de la revue *Le Grand Continent*.

Socle des sociétés démocratiques, les classes moyennes vont connaître ainsi une dynamique ascendante sans comparaison dans l'histoire pendant plus de cinquante ans.

Une société qui bascule

Sur le plan culturel, l'accélération économique des Trente glorieuses va transformer durablement les sociétés européennes avec la montée des aspirations d'une génération « qui éprouve

alors de manière brutale le fossé culturel entre le monde social et une Église demeurée arrimée, par-delà les ouvertures introduites par le concile Vatican II, à un référentiel normatif radicalement étranger à l'avènement d'une modernité qui place en son centre la question de l'autonomie personnelle de l'individu⁶», comme l'explique la sociologue des religions Danièle Hervieu-Léger.

La crise se trouve renforcée par les mutations d'un monde rural qui a longtemps constitué son appui le plus solide. Véritable réservoir de la « civilisation paroissiale » - les familles d'agriculteurs ont fourni à l'Église le plus important effectif

« *En posant les bases d'un projet non seulement de paix mais également de croissance et de prospérité, les Pères de l'Europe veulent avant tout consolider les institutions démocratiques des pays européens.* »

de prêtres dans les années 1950 et 1960 - le monde rural entame dans les années 1950 sa modernisation agricole, portée et encouragée par les organisations d'Action catholique qui jouent un rôle fondamental dans cette transformation, dont le processus même va accélérer les effets de la sécularisation des campagnes⁷ et contribuer sur presque cinquante ans au lent déclin du vote démocrate-chrétien. « Les années 1970 marquent ainsi l'entrée des sociétés rurales dans une culture de l'individu, de la consommation, de la communication et de la mobilité qui est celle de l'ensemble de la société » analyse Danièle Hervieu-Léger.

Cette nouvelle matrice culturelle va enclencher la lente érosion des mouvements démocrates-chrétiens. Écartelée entre une partie de ses électeurs qui accompagnent l'évolution libérale de la société et une Église qui entame alors un processus de raidissement, la

démocratie chrétienne se retrouve dans une impasse.

Sur le plan politique, un des moments paroxysmiques de la crise est atteint le 12 mai 1974 quand les Italiens, par presque 60% des suffrages, refusent d'abroger la loi sur le divorce, infligeant un camouflet sans précédent à la démocratie chrétienne italienne. Aldo Moro perçoit très rapidement l'ampleur de la crise, puisqu'il appellera dès 1975 son parti à la prudence sur la question de l'avortement, afin de ne pas accentuer la rupture avec la société. La bourgeoisie libérale, qui avait jusque-là soutenu la DC, s'émancipera malgré tout progressivement, plongeant cette dernière dans une crise qui durera jusqu'à sa disparition en 1994.

Fait intéressant : alors même que la DC ne correspond déjà plus aux aspirations majoritaires de la société, elle demeure paradoxalement au pouvoir pendant toute la durée du blocage politique issu de la Guerre froide.

En Suisse, c'est aussi dans ce contexte que le parti conservateur chrétien-social abandonne en 1970 son monofessionnalisme traditionnel et opère un virage idéologique important en rompant avec tous les aspects du catholicisme politique. Il se sépare organiquement de l'Église catholique institutionnelle et déploie alors une conception plus ouverte en s'appuyant sur la doctrine sociale de l'Église.

Le repositionnement de l'Église en faveur d'une religiosité plus affirmée sous le pontificat de Jean-Paul II (1978-2005) va finir d'achever la démocratie chrétienne européenne. Pontificat du rappel à l'ordre, l'Église se replie sur les questions

⁶ Hervieu-Léger Danièle, Schlegel Jean-Louis, *Vers l'implosion ? Entretiens sur le présent et l'avenir du catholicisme* Seuil 2022.

⁷ Cette histoire, aujourd'hui oubliée, est fondamentale pour comprendre la transformation des sociétés rurales dans les années 1950-1960. On recommandera ici l'excellent ouvrage de Mathieu Gervais, *Nous, on se sauve nous-mêmes. Sécularisation, identité paysanne et écologie* (Vandieren, 2021), qui offre un éclairage passionnant sur l'articulation entre modernisation agricole et catholicisme. Pour le cas suisse, on se référera au mémoire disponible en ligne de Maëlle Dubuis sur la *Jeunesse agricole catholique en Valais (1935-1955), entre succès, ambiguïté et pertinence*, 2019.

chrétienne centre en suspens ?

de morale sexuelle au détriment des questions économiques et sociales tout en réaffirmant sa nature cléricale où le rôle du prêtre est réinvesti comme figure centrale de l'ecclésiologie romaine.

« L'expérience politique démocrate-chrétienne aura été profondément corrélée à la séquence historique de la Guerre froide, constate Jean-Louis Bourlanges. Elle s'affirme en 1945 et s'effondre avec la chute de l'URSS. Elle incarne alors une droite non nationaliste, car pour lutter contre le fascisme puis surtout le bolchévisme, il fallait construire une croisade internationale, d'où l'engagement européen et otanien, qui pour les démocrates-chrétiens, contrairement aux gaullistes, sont liés et ne peuvent être séparés. »

Un centre en suspens ?

Depuis, les mouvements démocrates-chrétiens ont acté leur défaite culturelle. Dès le début des années 2000, de grandes transformations se produisent en interne et le cas suisse en offre un cas presque idéal-type.

En actant la dernière étape de la déconfessionnalisation complète du PDC avec le changement de nom, le président du parti national Gerhard Pfister a non seulement entériné les transformations culturelles de la société mais a aussi souhaité préempter l'espace que lui offre la recomposition du paysage politique helvétique depuis les années 1990.

Dans un entretien récent dans la NZZ, il pointait ainsi la lourde responsabilité de Christoph Blocher dans la déconstruction du bloc bourgeois et les recompositions qu'elle a engendré : « Avant Christoph

Blocher, l'UDC était un parti pragmatique, pas si différent de mon propre parti, le PDC de l'époque. Tous deux se considéraient comme faisant partie d'une alliance politique dans laquelle le PLR donnait le plus souvent le ton, soutenu par les grandes associations économiques. Blocher a démantelé le cartel de pouvoir de l'époque. Avec un instinct sûr, il a transformé l'UDC en l'un des premiers mouvements de protestation de droite en Europe. Elle s'est démarquée des autres partis par sa rigueur et sa virulence. (...) Le

paysage politique est en train de subir un changement, certes lent en Suisse, mais fondamental : nous assistons à l'émergence d'un système à trois pôles. A droite, l'UDC et le PLR, à gauche le PS et les Verts, et entre les deux, un centre autour du Centre⁸».

Cette mutation du système partisan n'est pas propre à la Suisse mais à nombre de pays européens. A commencer par la France, qui depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, connaît, elle aussi, une transformation (permanente ?) de son système partisan. Il n'est pas tant de savoir si Emmanuel Macron est centriste. Sur bien des aspects, il ne l'est clairement pas, son rapport au Parlement le démontre depuis deux ans. « Il est issu du social-libéralisme, croit en l'émancipation individuelle mais refuse le paritarisme, analyse Françoise Fresso, éditorialiste politique au quotidien Le Monde. Il a néanmoins acté la force du clivage européen dans la vie politique française depuis les deux référendums européens (Maastricht en 1992 et Constitution européenne en 2005), que ne recoupait plus le système partisan gauche-droite. Il a ainsi construit dès 2016 une offre politique cohérente sur

cet enjeu, tout en préemptant l'espace central. »

Plus central que centriste, il n'en demeure pas moins qu'Emmanuel Macron a aussi construit son succès en s'appuyant sur un électorat de culture démocrate-chrétienne pourtant mise en sommeil depuis des décennies en France. Il est ainsi frappant de constater que la carte électorale du macronisme du 1er tour de l'élection présidentielle de 2022 recoupe parfaitement celle du catholicisme conciliaire des années 1960 avec le Grand Ouest français (Bretagne et Pays de la Loire), les départements savoyards, alsaciens et celui des Pyrénées-Atlantiques⁹.

L'expérience macroniste se singularise néanmoins par une volonté de dépassement permanent, dans le but d'élargir sa base électorale et d'apparaître ainsi comme la seule offre politique capable d'empêcher l'arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée. « Dans le contexte d'affaiblissement des institutions représentatives que relèvent la majorité relative à l'Assemblée nationale, et celui des partis politiques classiques (LR et PS), il n'a finalement d'autre choix que d'assurer la survie de l'espace central pour 2027, d'où la nomination de Gabriel Attal à Matignon comme tentative de mettre sur orbite un possible successeur », explique Françoise Fresso.

Cette situation n'est pas sans rappeler mutatis mutandis le rôle de la DC italienne lorsqu'elle se présenta comme le seul recours pragmatique pour empêcher l'arrivée au pouvoir du parti communiste italien, même au prix d'une très forte dépolitisation interne. Car c'est le risque de l'avènement de ces forces centrales ou centristes dans la configuration politique actuelle : elles semblent résignées à n'avoir que pour seule vocation, d'un

⁸ Entretien à la NZZ, 20 novembre 2023.

⁹ Fourquet Jérôme, *La France d'après*, Tableau politique, Seuil, 2023.

De la démocratie chrétienne à l'émergence d'un centre en suspens ?

côté, de faire rempart à la polarisation de la vie politique; de l'autre, de concentrer les intérêts économiques de la bourgeoisie libérale et de l'électorat âgé, au risque d'apparaître en suspens face aux enjeux contemporains, faute d'une ligne idéologique clairement identifiée.

L'histoire nous enseigne pourtant qu'au sortir de la Seconde guerre mondiale, la démocratie chrétienne a su construire un projet politique adapté aux enjeux des temps et des périls de l'époque : ainsi, elle a reconstruit les institutions démocratiques des pays européens, consolidé la sécurité de l'Europe de l'ouest par l'alliance atlantique, s'est attelée à faire émerger durablement une classe moyenne européenne, à travers des mesures politiques et économiques équilibrées et subsidiairement articulées entre échelon européen (marché commun, facteur de prospérité) et échelon national (redistribution).

L'ironie de l'histoire voudra cependant que la réussite de la démocratie chrétienne, laquelle aura durablement marqué l'apogée d'une Europe pacifiée et prospère, accélèrera et précipitera finalement sa chute quarante ans après.

Mais à l'heure du triple défi de la déconsolidation démocratique des sociétés occidentales, du retour de la guerre, et du risque de déclassement des européens, l'importance d'une force politique cohérente est plus que nécessaire. L'histoire nous a en effet démontré que les forces centristes ont été les plus aptes à relever les défis d'un continent sous tension. Il y a là une réelle source d'inspiration que nous laissent en partage les Pères de l'Europe.

Benoît Cerutti et Claudio Marques



Benoît Cerutti et Claudio Marques reçus le 26 juillet 2023 à l'Assemblée nationale par le député Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des affaires étrangères.

Remerciements :

Ce texte doit beaucoup à beaucoup de monde, à Genève, Paris et Fribourg, qu'ils soient remerciés ici :

Jean-Louis Bourlanges, député Modem des Hauts-de-Seine à l'Assemblée nationale, pour son accueil, ses lumières et nos échanges. En ces temps troublés, sa rigueur et sa finesse d'analyse sont d'un grand recours.

Françoise Fresso, journaliste et éditorialiste politique au quotidien Le Monde, pour la richesse de nos discussions, ses analyses politiques et la qualité de son expertise.

Gilles Gressani, rédacteur en chef de la revue Le Grand Continent, pour l'acuité de son regard sur les enjeux européens d'aujourd'hui et de demain.

A toutes celles et ceux, qui, au Centre, et ailleurs, nous aident à cheminer sur ces questions.

3 mars

PAV : oui

Praille-Acacias-Vernets

pav-oui.ch



**oui à une diversité
de logements
accessibles à tous**

Entretien avec

Delphine Bachmann notre nouvelle Conseillère d'État, en charge du Département de l'économie et de l'emploi (DEE), nous a accordé un entretien afin d'évoquer avec nous le début de sa législature et les différentes orientations qu'elle compte donner à son département.

Vous avez pris vos fonctions depuis un peu plus de six mois. Quelles ont été vos premières impressions ?

Entrée en fonction au 1er juin, j'ai tout d'abord voulu aller sur le terrain, rencontrer l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de mon Département, nos partenaires et des entreprises du canton. Ce fut l'occasion d'échanges nombreux et passionnés avec des personnes de qualité disposant de compétences étendues dans leur domaine d'activité propre. Je me réjouis de pouvoir compter sur chacun et chacune pour mettre en œuvre les différents projets que je souhaite initier et qui s'inscriront dans le programme de législature 2023 – 2028 du Conseil d'État.

A ce propos pourriez-vous partager avec nous les axes prioritaires que vous souhaitez attaquer dès cette rentrée ?

Mes différentes propositions feront l'objet d'une feuille de route du Département, en cours de finalisation, qui permettra de mettre en visibilité les actions que je souhaite mener durant cette législature.

Nous avons d'ores et déjà initié des chantiers importants qui touchent l'ensemble de mes offices comme un remaniement complet de la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD) qui exige des simplifications administratives, le bilan et la refonte du dispositif des emplois de solidarité (EdS) ou encore la nouvelle stratégie économique. Je sens qu'il y a une énorme attente pour que nous avançons sur ces différents dossiers.



Afin que ces réformes obtiennent une adhésion la plus large possible, je consulterai l'ensemble des parties prenantes avant que les projets de lois soient présentés au Grand Conseil.

Votre département a notamment été en charge des mesures d'accompagnement et des aides extraordinaires Covid, pourriez-vous nous donner votre appréciation de l'état de la situation ? La crise est-elle derrière nous ?

Depuis mon entrée en fonction et mes nombreuses rencontres avec les différents secteurs qui forment le tissu économique de notre canton, je relève tout d'abord la résilience dont l'ensemble des entreprises et entrepreneurs ont fait preuve et qui leur a permis de surmonter la crise Covid. L'État a été très sollicité et a su répondre au défi en mettant en place un dispositif de soutien dans des délais très courts.

«Je souhaite imprimer ma marque et ma méthode : la concertation et l'action. Je suis une femme de terrain et pragmatique.»

Mais je suis consciente que la pandémie n'est qu'un épisode parmi d'autres qui viennent impacter fortement la bonne marche des affaires. Je pense ici au manque de personnel, à l'augmentation du coût des matières premières ou de l'énergie par exemple.

Les défis qui attendent nos entreprises sont donc nombreux notamment au niveau des transitions numérique et énergétique ainsi que pour faire face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée qui touche nombre de secteurs de notre économie.

Même si les entreprises apprécient que l'État les laisse travailler en paix, elles pourront si nécessaire s'appuyer sur mes services qui sont toujours à leur écoute.

Je constate par ailleurs avec satisfaction les signaux positifs qui nous parviennent de secteurs économiques et/ou industriels comme l'horlogerie ou le tourisme. L'année 2023 fut une année record, avec une très forte augmentation du tourisme de loisir. Quant à la clientèle business, je note que le nombre d'événements organisés à Palexpo est en constante augmentation et se rapproche des chiffres d'avant la crise sanitaire.

Comment concevez-vous votre action à la tête du DEE ?

Je souhaite imprimer ma marque et ma méthode : la concertation et l'action. Je suis une femme de terrain et pragmatique. J'aimerais être la ministre du «bon sens». Je crois au dépassement des clivages partisans, notamment quand on est membre d'un exécutif. D'ailleurs à chaque fois que nous le pouvons, avec mes collègues, nous mettons en avant l'action de l'État, plutôt que celle d'un seul département.

Delphine Bachmann

Comment comptez-vous vous y prendre afin de représenter l'ensemble des entreprises genevoises ?

Je suis la ministre de toutes les entreprises, de la PME à la multinationale. Il ne faut pas opposer un type d'entreprises à un autre. J'aime à rappeler que chaque emploi dans une multinationale génère 1,5 emploi dans une PME, c'est dire leur interdépendance. C'est le maillage entre les entreprises et leur diversité qui permet une croissance équilibrée et qui fait le succès de Genève. J'ai la certitude que l'ensemble des entreprises genevoises sont les meilleurs atouts pour la prospérité du canton. Dans un contexte ultra concurrentiel, nous devons travailler tous ensemble afin de défendre la compétitivité de notre canton et renforcer son attractivité.

Vous avez soulevé le thème de la pénurie de main d'œuvre qualifiée. Avez-vous des pistes pour répondre à ce défi ?

Vous avez totalement raison, la pénurie de main d'œuvre est un véritable défi pour les entreprises et certains secteurs comme l'horlogerie, la restauration ou la santé en souffrent particulièrement. Cette difficulté constitue également une opportunité pour les personnes au chômage ou celles qui doivent se réinsérer sur le marché de l'emploi.

La question de l'employabilité fait partie de mes priorités. Comment faire en sorte que les formations d'aujourd'hui soient en adéquation avec les besoins des entreprises? C'est tout l'enjeu de l'employabilité qui figure d'ailleurs en bonne place dans le programme de législature du Conseil d'État. Un travail transversal sera initié avec mes collègues chargés de la cohésion sociale et de l'instruction publique. Le Conseil d'État est conscient que certaines entreprises



ont de la peine à recruter et que les compétences recherchées hier ne sont plus les mêmes que celles d'aujourd'hui et celles de demain. C'est pour cette raison que nous souhaitons accompagner les entreprises genevoises dans l'anticipation et la planification de leurs besoins en main d'œuvre. Cette anticipation permettra entre autre de développer des filières de formation professionnelle très qualifiantes notamment l'apprentissage qui doit être revalorisé. Une attention particulière sera également portée à la promotion de la reconversion professionnelle et à l'amélioration de l'offre et l'accès à la formation continue tout au long de la vie.

Pour conclure, quel regard souhaiteriez-vous que l'on porte sur votre action dans cinq ans ?

J'ai la chance d'être à la tête d'un département qui réunit l'économie et l'emploi, deux politiques publiques majeures qui présentent de véritables synergies. Je souhaite donc que mon action

puisse être utile aux genevoises et aux genevois et à l'ensemble des entreprises. Je souhaite également qu'elle puisse permettre l'implantation et la création de nouvelles entreprises. Dans ce contexte, la levée des blocages qui empêchent ou ralentissent leur développement est une priorité. Finalement, mon objectif est que chacune et chacun puisse trouver sa place dans un marché du travail qui garantisse à la fois une concurrence loyale et des conditions de travail dignes.

le déménagement en douceur



BALESTRAFIC

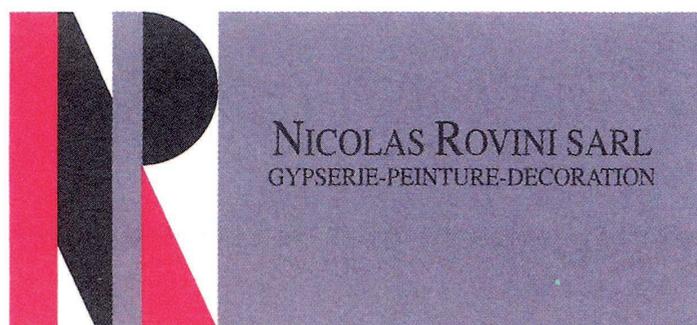
Certifié **Charte** Qualité
AGED
2011

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - www.balestrafic.ch

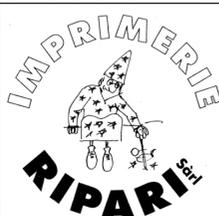
BR Barthélémy Roch
Gestion immobilière
Fiduciaire

Barthélémy Roch

F.I. Fides Immo Sàrl
6, chemin du Moulin-de-Vert
1288 Aire-la-Ville
Tél. 0228500015
Fax 0228500015
roch.barthelemy@bluewin.ch



19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54
Mobile : 079 423 32.54 - rovini@bluewin.ch



**Venez nous trouver,
on va vous faire
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch



Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - www.regiebrun.ch

Soutenez Le Centre

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus ?

N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don. Vous contribuerez ainsi à aider Le Centre à porter ses idées et valeurs lors des votations, des campagnes mais aussi tout au long de la prochaine législature.

Nous vous remercions chaleureusement !

Compte CCP: 12-3964-3
IBAN: CH13 0900 0000 1200 3964 3
Le Centre Genève
Motif versement: don Le Centre Genève